



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL
MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE
DE LA COMMUNE DE LOUVIGNÉ DE BAIS**

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT D'ILLE ET
VILAINE

Date de la
convocation :
03/07/2025

Conseillers en
exercices : 19

Conseillers présents :
15

Conseillers votants : 17

L'an deux mille vingt-cinq, le mardi huit juillet à dix-neuf heures,

Le Conseil Municipal légalement convoqué s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, à la salle Intermède, sous la présidence de Monsieur PIGEON Thierry, Maire.

Etaient présents : Thierry PIGEON Maire,

Joseph JEULAND, Marie-Odile DAYOT, Michel RENOU, Jean-Pierre BERTINET, Adjoints,

Mathilde BETTON, Franck LERAY conseillers délégués

Daniel DAYOT, Valérie GAUDION, Gérard CHESNAIS, François POIRIER, Fabien FOUCHER, Christophe OGIER, Jocelyne JEULAND, Alexandra GOUSSET Conseillers Municipaux

Absentes excusées : Cécile KERNIVINEN, Aurélie SOUILLARD

Absents excusés ayant donné Pouvoir :

Marie-Noëlle RENAULT donne pouvoir à Christophe OGIER
Laurence LOISON donne pouvoir à Mathilde BETTON

Secrétaire de séance : Jean-Pierre BERTINET

Délibération 2025.07.002

Urbanisme-Approbation de la révision allégée N°1 du Plan Local d'Urbanisme

Joseph JEULAND Adjoint au Maire, expose :

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU l'Ordonnance n°2015-1174 du 23 septembre 2015 ;

VU le Décret d'application n° 2015-1783 du 28 décembre 2015 ;

VU le Code de l'urbanisme et notamment les articles L.153-21, L.153-34, L.103-2 et R.104-11 ;

VU le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Louvigné de Bais approuvé par délibération du Conseil Municipal le 10 décembre 2013 ;

VU la 1ère modification simplifiée du PLU de Louvigné de Bais approuvée par délibération du Conseil Municipal du 08 février 2018 ;

VU la seconde modification du PLU approuvée par délibération du Conseil Municipal 08 novembre 2022

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 17 octobre 2023 prescrivant le lancement de la 1ère révision allégée du PLU et définissant les modalités de la concertation du public ;

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 21 mai 2024 arrêtant le projet de 1ère révision allégée du PLU de Louvigné de Bais et tirant le bilan de la concertation du public ;

VU le procès-verbal de réunion d'examen conjoint valant avis des Personnes Publiques Associées établi après organisation d'une réunion d'examen conjoint le 2 juillet 2024 conformément à l'article L.153-34 du Code de l'urbanisme ;

VU la décision du Président du Tribunal Administratif n°E24000181/35 en date du 13 novembre 2024 relative à la désignation du Commissaire-Enquêteur en charge de l'enquête publique ;

VU l'arrêté municipal 2024-0076 en date du 12 novembre 2024 portant ouverture de l'enquête publique relative à la 1ère révision allégée du PLU de Louvigné de Bais;

VU les avis d'enquête publiés dans le Ouest France et le journal de Vitré : 1ère parution le 16 novembre 2024 et 2ème parution le 11 décembre 2024 ;

VU l'avis de la MRAE n°2025012060 en date du 26 juin 2025, à la suite de sa saisine pour avis sur l'évaluation environnementale réalisée par la personne publique responsable conformément à l'article R.104-23 et suivants du Code de l'urbanisme ;

OBJET DE LA PROCEDURE :

La procédure de 1ère révision allégée du PLU de Louvigné de Bais a pour objet unique de réduire une zone agricole A au profit d'une zone naturelle de carrières Nc, est de permettre l'extension de la carrière existante « Les Vallons »

AVIS DES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIEES (PPA) :

Le dossier de procédure de révision allégée a été notifié aux personnes publiques associées et ont été conviées à une réunion d'examen conjoint organisée le 2 juillet 2024

Les PPA suivantes ont émis un avis dans le cadre de la procédure :

- ✓ Eau des Portes de Bretagne excusé mais ayant émis un avis le 28 juin 2024 ;
- ✓ SCoT présent lors de la réunion d'examen conjoint ;
- ✓ DDTM présente lors de la réunion d'examen conjoint.

Les remarques des PPA ont été prises en compte. Les justifications et les avis sont détaillés dans le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint annexé à la présente délibération.

LE BILAN DE L'ENQUETE PUBLIQUE :

L'enquête publique relative à la procédure de révision allégée s'est déroulée entre le 4 décembre 2024 et le 6 janvier 2025

Durant l'enquête publique et les 3 permanences assurées par le Commissaire-Enquêteur :

- 0 personne se sont présentée lors des permanences du Commissaire-Enquêteur
- 0 personne on écrit sur le registre papier
- 0 observation du public a été apposée sur le registre dématérialisé ;
- 0 courriel a été reçu sur l'adresse électronique dédiée ;
- 0 courrier reçu à l'intention de la mairie au siège de l'enquête.

In fine, le 08 janvier 2025, le Commissaire-Enquêteur a rendu son rapport final. Celui-ci est annexé à la présente.

Il est donc demandé au Conseil Municipal d'approuver le dossier de 1er révision allégée du PLU

Il est proposé aux membres du Conseil Municipal :

- ❖ **D'approuver** le dossier de 1ère révision allégée du PLU de Louvigné de Bais pour tenir compte des avis des PPA, des observations du public et du rapport du Commissaire-Enquêteur ;
- ❖ **De préciser** que la présente délibération fera l'objet, conformément à l'art. R.153-21 du Code de l'urbanisme, d'un affichage en Mairie durant un mois et d'une mention dans un journal du Département ;
- ❖ **De préciser** que le dossier sera tenu à la disposition du public à la Mairie de Louvigné de Bais aux heures et jours habituels d'ouverture ainsi que sur le site internet de la Commune
- ❖ **De préciser** que la présente délibération et les dispositions résultant de la 1ère révision allégée du PLU de Louvigné de Bais deviendront exécutoires dès publication sur le portail national de l'urbanisme (Géoportail de l'Urbanisme) et transmission à l'autorité administrative compétente de l'Etat, conformément à l'article L.153-23 du Code de l'urbanisme du dossier de 1ère révision allégée du PLU ;
- ❖ **De préciser** que la présente délibération pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Rennes dans le délai de deux mois à compter de la date de son affichage en Mairie. La présente délibération pourra également faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois à compter de son affichage en Mairie. Ce recours gracieux aura alors pour effet de proroger le délai de recours contentieux.

Délibéré :

Adoptée à l'unanimité des votants

Vote :

Pour : 16 Contre : 0 Abstentions : 0

Fait et délibéré les jour, mois, an que dessus
Pour extrait conforme,

Le Maire,
Thierry PIGEON

